

Utilisation des marchés publics à des fins stratégiques

L'efficacité et un bon rapport coût-efficacité comptent parmi les principaux objectifs de la passation des marchés publics ; toutefois, dans le cadre de cette passation, les administrations publiques cherchent de plus en plus à atteindre, de surcroît, d'autres objectifs stratégiques. Il peut s'agir, dans le cadre de ces objectifs secondaires, de favoriser la croissance verte, les petites et moyennes entreprises, l'innovation ou le respect de normes de conduite responsable des entreprises, ou encore de servir des objectifs plus vastes de politique industrielle.

La grande majorité des pays de l'OCDE étudiés recourent aux marchés publics pour mettre en œuvre des politiques ou stratégies visant à favoriser de tels objectifs stratégiques secondaires. De fait, 30 d'entre eux (soit 94 %), dont l'Allemagne, le Chili et le Japon, ont élaboré des stratégies ou des politiques destinées à favoriser le respect de l'environnement, les petites et moyennes entreprises et/ou les biens et services innovants. Deux pays de l'OCDE seulement – l'Estonie et la République slovaque – n'ont jamais élaboré, à l'échelon central, de stratégie ou de politique de passation des marchés publics visant à servir des objectifs stratégiques secondaires.

En revanche, les pays de l'OCDE sont beaucoup moins nombreux à évaluer les résultats de ces stratégies ou politiques destinées à servir des objectifs environnementaux ou socioéconomiques, et ils pratiquent davantage d'évaluations pour certains objectifs que pour d'autres. Parmi les pays de l'OCDE étudiés dotés d'une stratégie ou d'une politique élaborée au niveau central ou par des entités adjudicatrices (ministères sectoriels), 20 (soit 69 %), dont la Belgique, les États-Unis, le Portugal et la Suède, évaluent les résultats de leur stratégie ou politique de marchés publics verts. Dix-huit pays de l'OCDE (soit 62 %), et notamment l'Australie, la Pologne et la Slovaquie, évaluent les résultats de leur stratégie ou politique de soutien aux PME. Seuls 11 pays de l'OCDE (soit 39 %), dont le Canada, la Corée et le Royaume-Uni, évaluent l'impact de leur politique ou stratégie visant à favoriser les biens et services innovants.

Les pays qui n'évaluent pas les résultats de leurs stratégies invoquent principalement l'obstacle du manque de données ; c'est notamment le cas de l'Allemagne et de la Grèce. D'autres pays (dont le Chili) citent l'absence de méthodologie adéquate pour évaluer l'impact de leurs politiques en faveur des marchés publics verts ou des PME. Les pays invoquent aussi le manque d'incitations s'agissant d'évaluer l'effet des politiques, ainsi que le manque de ressources financières. Dans ce contexte, l'absence d'obligation légale a également été citée comme entrave à l'évaluation de l'action menée en faveur du respect de l'environnement et des produits et services innovants dans le cadre des marchés publics. Le Mexique et la Norvège ont ainsi cité l'absence d'obligation légale comme obstacle à cette évaluation.

Méthodologie et définitions

Les données ont été rassemblées dans le cadre de l'Enquête 2014 de l'OCDE sur les marchés publics, à laquelle ont répondu 32 pays de l'OCDE ainsi que le Brésil, la Colombie et la Fédération de Russie, pays candidats à l'adhésion.

Les réponses ont été fournies par des délégués nationaux chargés des politiques de passation des marchés publics au sein de l'administration centrale et de hauts responsables de centrales d'achat publiques.

Les « objectifs secondaires » recouvrent tout un éventail d'objectifs environnementaux et socioéconomiques – tels que la croissance verte, le développement des petites et moyennes entreprises, l'innovation ou le respect de normes de conduite responsable des entreprises – poursuivis par le truchement de la passation des marchés publics. Les pouvoirs publics recourent de plus en plus à la passation des marchés publics comme instrument d'action au service de tels objectifs, en plus de ses objectifs primaires : la fourniture des biens et des services nécessaires à l'exécution de la mission des pouvoirs publics en temps voulu, avec efficacité et au moindre coût.

La Commission européenne définit les marchés publics verts, ou écologiques, comme « un processus de passation de marchés dans le cadre duquel les pouvoirs publics cherchent à obtenir des biens, des services et des travaux dont l'incidence sur l'environnement sur toute leur durée de vie sera moindre que dans le cas de biens, services et travaux à vocation identique mais ayant fait l'objet de procédures de passation de marchés différentes. »

Les biens/services innovants sont ceux qui se caractérisent par le recours à un produit ou procédé nouveau ou nettement amélioré. Pour être considérée comme telle, une innovation doit avoir été mise en œuvre, c'est-à-dire avoir été lancée sur le marché.

Pour en savoir plus

OCDE (2015), *Recommandation du Conseil sur les marchés publics*, OCDE, Paris.

OCDE (2013), *Implementing the OECD Principles for Integrity in Public Procurement: Progress since 2008*, Coll. « Examens de l'OCDE sur la gouvernance publique », OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264201385-en>.

OCDE (2014), « Procurement – Green procurement », www.oecd.org/corruption/ethics/procurement-green-procurement.htm.


Notes relatives aux graphiques

9.5 : On ne dispose pas de données pour Israël et la République tchèque. En novembre 2014, le parlement norvégien a décidé de confier à nouveau la responsabilité des marchés publics verts à l'Agence de la gestion publique et de l'administration électronique (Difi).

9.6 : On ne dispose pas de données pour Israël et la République tchèque. L'Estonie, la Norvège et la République slovaque ne sont pas incluses dans le graphique relatif à l'appui aux marchés publics verts, car elles n'ont adopté aucune politique ou stratégie d'utilisation stratégique des marchés publics, ou l'ont abandonnée. Pour la même raison, l'Estonie, l'Islande et la République slovaque ne figurent pas dans le graphique relatif à l'aide apportée aux PME, et il en va de même pour l'Estonie, la Grèce, l'Islande et la République slovaque s'agissant du soutien aux biens et services innovants.

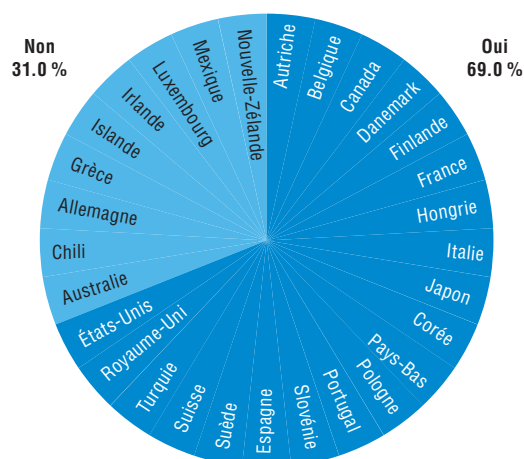
9.5. Utilisation des marchés publics à des fins stratégiques, par objectif (2014)

	Marchés publics verts	Appui aux PME	Appui aux biens et services innovants
Allemagne	●	●	●
Australie	●	●	●
Autriche	●	◆	●
Belgique	◆●	●	●
Canada	◆●	●	●
Chili	◆●	◆●	●
Corée	●	●	●
Danemark	●	●	●
Espagne	◆●	◆●	◆●
Estonie	○	○	○
États-Unis	●	●	◆●
Finlande	●	◆	◆
France	◆●	◆●	◆●
Grèce	◆●	●	○
Hongrie	◆	●	●
Irlande	●	●	●
Islande	●	○	○
Italie	◆	◆	◆
Japon	●	●	●
Luxembourg	◆●	◆●	◆
Mexique	●	●	●
Norvège	□	◆●	◆●
Nouvelle Zélande	◆●	◆●	◆●
Pays-Bas	●	●	●
Pologne	●	●	●
Portugal	●	◆	◆
République slovaque	○	○	○
Royaume-Uni	●	●	●
Slovénie	◆●	●	●
Suède	◆●	●	●
Suisse	◆●	◆●	◆
Turquie	●	●	●
Total OCDE			
◆ Une stratégie/politique a été élaborée par certaines entités adjudicatrices	13	11	10
● Une stratégie/politique a été élaborée au niveau central	27	25	23
□ Une stratégie/politique a été abandonnée	1	0	0
○ Aucune stratégie/politique n'a jamais été élaborée	2	3	4
Brésil	◆●	◆●	●
Colombie	◆	●	●
Russie	○	●	○

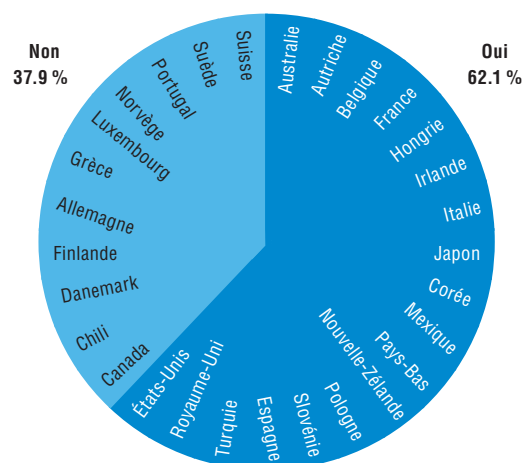
Source : Enquête 2014 de l'OCDE sur les marchés publics.
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933348489>

9.6. Évaluation des résultats des politiques ou stratégies d'utilisation des marchés publics à des fins stratégiques (2014)

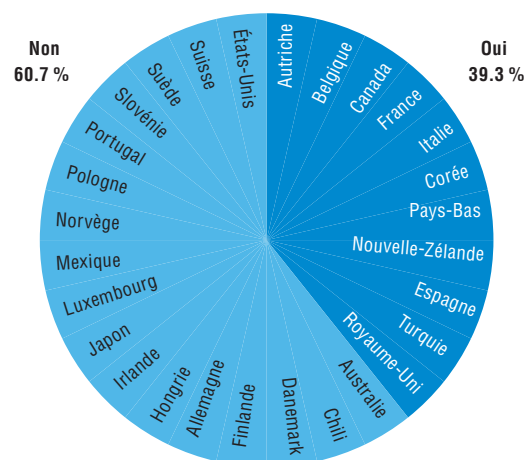
Appui aux marchés publics verts




Appui aux PME



Appui aux biens et services innovants



Source : Enquête 2014 de l'OCDE sur les marchés publics.
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933347641>



Extrait de :
Government at a Glance 2015

Accéder à cette publication :
https://doi.org/10.1787/gov_glance-2015-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2016), « Utilisation des marchés publics à des fins stratégiques », dans *Government at a Glance 2015*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/gov_glance-2015-43-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.